ID: 040-214003121-20230204-2023\_02\_018-DE

Reçu en préfecture le 07/02/2023

VILLE DE

CONSEIL MUNICIPAL

## **SEANCE DU 3 FEVRIER 2023**

### DELIBERATION Nº 2023-02-018-DR/RH

Nomenclature: 4.1.7

**OBJET: CRÉATIONS DE POSTES** 

Votants: 33 Abstention : /

Votes exprimés: 33

Pour: 33 Contre:/

> Fait à Tarnos, le 4 février 2023 Pour extrait certifié conforme

Certifié exécutoire compte tenu du dépôt au titre du contrôle de légalité et de La publication sur le site Internet de la Mairie le :

L'an deux mille vingt trois, le trois février, à vingt heures. Le Conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur LESPADE, Maire.

#### PRÉSENTS EN DEBUT DE SEANCE

M. LESPADE, M. PERRET, Mme NOGARO, M. DOMET, Mme DUFAU, M. MABILLET, Mme DUPRE, M. DUBERT, M. GONZALES, Mme SAINT-AUBIN, Mme DARRAMBIDE, Mme ORDUNA, M. Mme BAULON, Mme TROISVALLETS, Mme CORRIHONS, Mme PICAT, M. MIREMONT, Mme BIRLES, M. DECKE, Mme PERIMONY-BENASSY, M. CENDRES, Mme LE GALL, M. COUTIER, Mme LALANNE, M. ROBLES, Mme CASSAING, Mme DACHARRY, M. LATAILLADE

#### ABSENTS EXCUSÉS REPRÉSENTÉS EN DEBUT DE SEANCE

Mme MOUNIER	procuration	à	M. MABILLET	
M. FLEURENTDIDIER	procuration	à	Mme DUPRE	
M. GARANS	procuration	à	M. GONZALES	
M. HERVELIN	procuration	à	Mme DUFAU	

SECRÉTAIRE DE SEANCE: Mme NOGARO

#### Arrivée de Mme MOUNIER au point n° 2023-02-002-DR/FIN

Nombre de Conseillers en exercice	33	
Nombre de présents	29 en début de séance 30 au point n° 2023-02-002-DR/FIN	
Nombre de pouvoirs	4 en début de séance 3 au point n° 2023-02-002-DR/FIN	
Nombre de votants	33	

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal de procéder à des créations de poste dans le cadre des vacances de postes permanents au sein de la Collectivité et aux besoins des services. Il précise que ces créations sont effectuées à effectif constant.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Entendu son Président

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2121-29



ID: 040-214003121-20230204-2023\_02\_018-DE

Vu la Loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale

Vu les décrets portant statuts particuliers des différents cadres d'emploi de la fonction publique territoriale

Vu le tableau des effectifs des postes à temps complet et temps non complet 2022

Considérant qu'un emploi ne peut être supprimé qu'après avis du Comité Social Territorial

## **DELIBERE**

# **DÉCIDE DE CRÉER** le poste à **TEMPS COMPLET** suivant :

FILIÈRES / GRADES	CATÉGORIE	NBR	COMMENTAIRES	
FILIÈRE ADMINISTRATIVE				
Rédacteur	В	1	Mouvements de personnel – mobilité externe	
FILIÈRE TECHNIQUE				
Adjoint technique		1	Création de poste	
Adjoint technique principal de 2ème classe	С	1		
Adjoint technique principal de 1ère classe		1		
Technicien	В	1	Création de poste	
Technicien	В	1	Mouvements de personnel – mobilité externe	
Technicien principal 2ème classe	Ь	1		
Adjoint technique		3	Mouvement de personnel – départ à la retraite de deux agents	
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	3		
Adjoint technique principal de 1ère classe		3.		
Agent de maîtrise	С	1	Mouvement de personnel – départ à la retraite d'un agent	

DIT que cette création de poste est réalisée à effectif constant.

DIT que concernant ces créations de poste liées à un recrutement à venir, celles ci sont effectuées sur les différents grades du cadre d'emplois visé afin de couvrir l'ensemble des possibilités de recrutement. Les grades non concernés par le recrutement et ne correspondant pas à des réels postes vacants seront supprimés dans le courant de l'année après avis du Comité Social Territorial.

**DIT** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois ainsi créés sont inscrits au Budget 2023.

Envoyé en préfecture le 07/02/2023 Reçu en préfecture le 07/02/2023



ID: 040-214003121-20230204-2023\_02\_018-DE

DIT que la rémunération afférente à cet emploi sera fixée conformément aux statuts particuliers correspondants augmentée du régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois suivant son affichage ou sa notification et sa transmission au représentant de l'État dans le Département. Le tribunal administratif de Pau peut être saisi dans les deux mois par l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr